

# SAUVETERRE DE GUYENNE



PUCH - ST ROMAIN - ST LEGER

LES ECHOS  
DES CITES

avril 2012



## LE BUDGET COMMUNAL 2012

Ce budget prévoit l'ensemble des dépenses et des recettes de la commune pour l'année civile. Il peut être ajusté en cours d'exercice par une ou plusieurs "décisions modificatives". La loi fait obligation aux collectivités d'établir un budget équilibré entre recettes et dépenses, mais contrairement à l'Etat, les collectivités locales peuvent inscrire les emprunts en recettes.

Le budget comprend deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement.

A l'intérieur de la section de fonctionnement une part des recettes est « épargnée » afin de couvrir le remboursement de la dette et financer une partie des investissements, c'est l'excédent de la section de fonctionnement.

Le budget municipal de Sauveterre de Guyenne se compose d'un budget principal et de deux budgets annexes (régie des transports et assainissement).

Le budget autonome du CCAS (Centre communal d'action sociale) se compose lui d'un budget principal et d'un budget annexe (Résidence pour personnes âgées).

La section de fonctionnement :

Les dépenses de fonctionnement sont les dépenses courantes de la commune. Elle regroupe principalement :

- Les charges à caractère général, à savoir :
  - o Eau, électricité, gaz, carburants, alimentation, restaurant scolaire, fournitures administratives, techniques, fournitures diverses...
  - o Les prestations externes : frais généraux (téléphone, assurance, maintenance...) et les prestations confiées par la commune aux entreprises
  - o Les charges du personnel
  - o Les indemnités des élus
  - o Les cotisations (SDIS...)
- Les subventions versées aux associations et partenaires
- Les subventions d'équilibre versées à la régie des transports et au CCAS
- Les intérêts de la dette

Les dépenses de fonctionnement sont financées par des recettes fiscales régulières (impôts et dotations en majorité). Une collectivité locale ne peut souscrire un emprunt pour financer ses dépenses courantes.

Les recettes de fonctionnement regroupent principalement :

- Les produits fiscaux directs ou indirects (taxe d'habitation, taxe foncière, droits sur les transactions immobilières...)
- La dotation versée par la Communauté des Communes (part de la taxe professionnelle)
- Les dotations versées par l'Etat
- Les produits des services et du domaine (facturation des activités périscolaires, cantine scolaire, locations immobilières...)

La section d'investissement :

La section d'investissement se compose d'opérations affectant le patrimoine de la collectivité.

Les dépenses d'investissement comprennent principalement :

- Les acquisitions immobilières et acquisitions de matériel, mobilier, logiciel...
- Les travaux dans les bâtiments (scolaire, sportif, culturel)

et les espaces publics (travaux d'aménagement, voirie, éclairage public, place et espaces verts...)

- Le remboursement en capital de la dette
- Les recettes d'investissement comprennent principalement :
  - Des subventions reçues d'autres collectivités publiques (Etat, Département, Région, Europe)
  - L'emprunt
  - Les cessions immobilières
  - L'autofinancement

Le budget communal 2012 a été voté par le conseil municipal le jeudi 29 mars dernier.

Petit tour d'horizon des projets de l'année.

**La municipalité maintient le cap pour améliorer le quotidien et pour préparer l'avenir. Elle continue à investir sans augmenter les impôts locaux.**

Dans un contexte difficile, les collectivités locales doivent trouver des solutions pour répondre aux difficultés de leurs concitoyens qui attendent du sens collectif, de la solidarité, des améliorations et des progrès dans leur vie quotidienne.

Aussi, et malgré des dépenses de fonctionnement nécessaires pour apporter des services de qualité à nos concitoyens (mise à disposition du Bus communal aux associations et aux écoles, amélioration de la qualité des repas dans les restaurants scolaires, subventions pour faire vivre les associations, dépenses de solidarité...), la municipalité a fait un double choix courageux, tout en continuant de décliner son projet de mandat :

1) ne pas augmenter les taux de l'imposition locale en 2012 afin de ne pas fragiliser plus encore les citoyens dans un contexte de crise économique et sociale,

2) rationaliser les dépenses de la collectivité.

Cela se traduit par :

- en fonctionnement : La maîtrise continue de l'évolution de la masse salariale tout en prévoyant le développement accéléré de certaines politiques publiques ou de certains services : augmentation de la fréquentation des services (restauration scolaire, périscolaires, passeport...), continuité dans les actions tournées vers le sport, la culture et les associations,...
- en investissement : un effort toujours soutenu dans les aménagements de locaux communaux (menuiseries de l'école élémentaire, accessibilité de nos bâtiments, évaluation de notre consommation énergétique...), des investissements nécessaires pour améliorer les équipements (bancs publics, éclairage, signalétique touristique...) et nous porter vers l'avenir (validation du PLU), Surtout, en 2012, les deux opérations phares en investissement seront les travaux de l'Immeuble de la Poste et les travaux de réhabilitation de l'Eglise Notre Dame.

Pour continuer de mener un projet ambitieux, et afin d'équilibrer son budget sans augmenter la pression fiscale, la commune pourrait souscrire un emprunt d'équilibre de 490000 € qui sera révisé à la baisse après la réception des subventions demandées, pour une part qui s'équilibrera avec les loyers acquittés par la Poste et les locataires des appartements pour l'autre. Un emprunt de 317000 sur 2 ans est prévu afin de compenser les recettes provenant du Fond de compensation de la TVA (FCTVA) qui est reversé aux communes 2 ans après avoir réalisé les investissements (FCTVA 2014 sur les investissements de 2012). Cet emprunt sera souscrit si l'ensemble des investissements inscrits sont réalisés en 2012. Ce qui est peu probable.



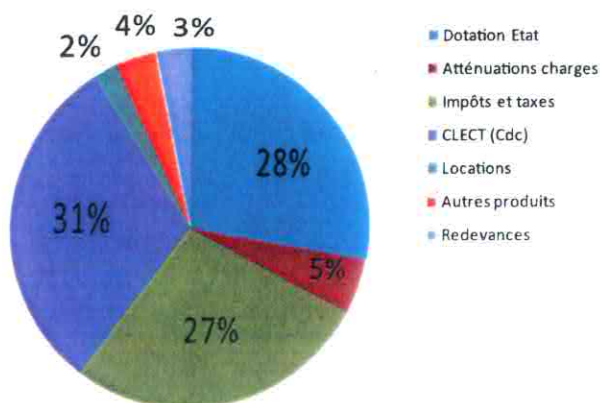
## Compte administratif 2011 :

Compte Administratif 2011 - Fonctionnement			
Recettes		Dépenses	
Dotations Etat et autres collectivités	599 636	Charges générales	469 228
Atténuation charges de personnel	105 499	Frais de personnel	827 586
Impôts et taxes	1 255 613	Participations	115 721
Locations	45 999	Frais financiers	38 982
Autres produits	78 049	Divers	18 913
Redevances et participations	68 193		
		<b>Excédent de l'exercice</b>	<b>682 561</b>
<b>Total</b>	<b>2 152 990</b>	<b>Total</b>	<b>2 152 990</b>

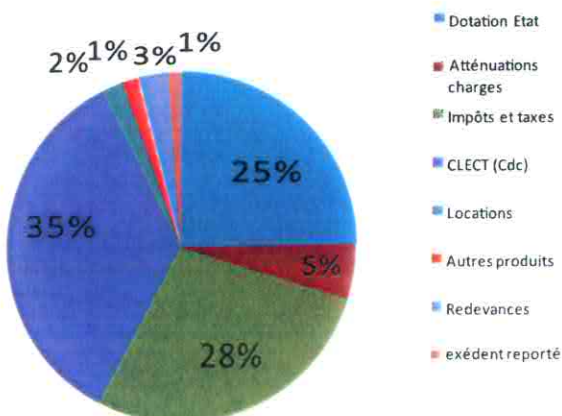
## Budget Prévisionnel 2012 :

Budget 2012 - Fonctionnement			
Recettes		Dépenses	
Dotations Etat et autres collectivités	568 444	Charges générales	519 100
Atténuation charges de personnel	117 000	Frais de personnel	850 100
Impôts et taxes	1 440 812	Participations	196 378
Locations	45 000	Frais financiers	44 558
Autres produits	35 000	Divers	18 069
Redevances et participations	65 200		
Excédent cumulé 2011 reporté	29 200	<b>Excédent capitalisé 2012</b>	<b>672 452</b>
<b>Total</b>	<b>2 300 656</b>	<b>Total</b>	<b>2 300 656</b>

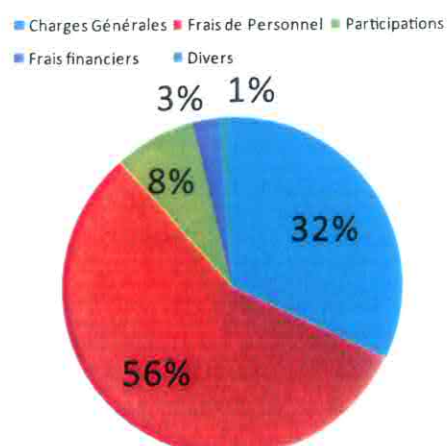
### Recettes Fonctionnement 2011



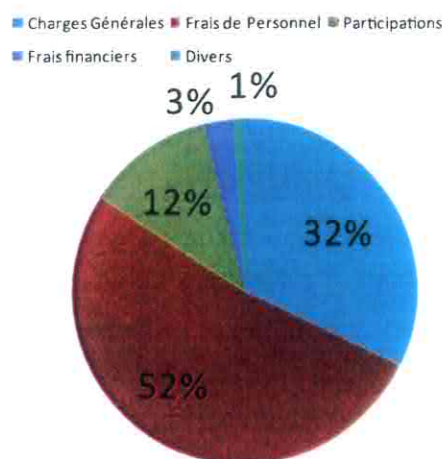
### Recettes Prévisionnelles Fonctionnement 2012



### Répartition Dépenses Fonctionnement 2011



### Répartition prévisionnelle Dépenses Fonctionnement 2012



## Investissement 2011

Au cours de l'année 2011, la commune a investi pour plus 1 114 000 €.

Les investissements réalisés en

2011 ont porté principalement sur

- les missions d'étude et

travaux en cours (PLU...),

- les travaux de restructuration de la mairie et de réhabilitation des Portes fortifiées,

- l'acquisition de terrains

de 2 terrains au centre bourg de la

Bastide en vue d'organiser un nouveau quartier (16 logements «

Rue Nouvelle » par Gironde Habitat),

- les travaux d'éclairage public et d'aménagement paysager,

- l'acquisition de véhicules et d'outillages pour le service technique,

- le remplacement du mobilier d'une classe pour l'école élémentaire

- la fabrication de pied en fer forgé pour

l'équipement de bancs publics fabriqués par le

menuisier du service technique

- les travaux en régie (réalisés par le

service technique communal) de réfection de

l'église de Puch, de changement des menuiseries du club du 3ème âge, des travaux dans les

écoles...



## Investissements 2012

Les investissements 2012 porteront sur :

- L'achèvement des travaux de restructuration de la mairie

- Les travaux dans l'immeuble de la Poste afin de créer un musée des Bastides dans la cave, de réhabiliter l'agence postale au RDC et de créer 4 logements de type T2 accessibles au PMR aux étages 1 et 2

- La rénovation de l'église Notre Dame (clocher, chauffage, carrelage...)

- Le projet de création d'une Maison de santé rurale pluridisciplinaire, rue du 8 mai 1945.

- La réalisation d'un diagnostic sur la consommation énergétique de nos bâtiments communaux

- La réalisation d'un diagnostic d'accessibilité des ERP (établissements recevant du public) communaux

- La réfection de voirie et de chemins ruraux,

- La transformation de l'actuelle Mairie (ancien OTSI) en bibliothèque-médiathèque municipale

- L'acquisition de matériel (poste de soudure, alarme, bétonnière, lame de déneigement...) pour le service technique

- Le diagnostic des réseaux d'assainissement et nettoyage du réseau

- Installation d'un « bassin d'orage », mise en séparatif du réseau d'assainissement le long de la route de la Réole,

Certains projets feront l'objet d'une inscription ultérieure au budget dès lors que les demandes d'aide auront été accordées.

### TAUX D'IMPOSITION DES 3 TAXES DIRECTES LOCALES Depuis le début du mandat, les taux d'imposition n'ont pas augmenté.

On constate, par rapport à 2011, une augmentation de 1.8 % des valeurs locatives cadastrales qui servent de base aux impôts directs locaux (loi de finance 2012). Le produit attendu au titre de ces trois taxes est de 524 870 € soit de 2,1 % supérieur à celui de 2011. Cette augmentation des bases est le résultat notamment du travail réalisé par la commission locale des impôts directs, et à l'arrivée de nouveaux habitants (nouvelles maisons, travaux rénovation : 75 permis de construire ont été accordés sur la commune depuis 2008).

Ainsi, seules les bases augmentent générant une augmentation des recettes, sans toucher le taux d'imposition.

Le Conseil Municipal a décidé de ne pas appliquer d'augmentation des taux et de maintenir les taux d'imposition en vigueur comme annoncé pendant la campagne électorale.

Les taux sont ainsi reconduits et sont les mêmes depuis 2008 :

TAXES	Bases d'imposition 2011	Bases prévison. notifiées 2012	Variation des bases (n-1)	Taux 2012	produit (n-1)	Produit voté par le Conseil Municipal	variation du produit
Taxe d'habitation	1 459 000	1 495 000	2.47%	11.12	162 241 €	166 244 €	2.47%
Taxe foncière bâti	1 600 000	1 637 000	2.31%	16.77	268 320 €	274 525 €	2.31%
Taxe foncière non bâti	134 500	135 800	0.97%	61.93	83 296 €	84 101 €	0.97%
	3 193 500	3 267 800	2.33%		513 857 €	524 870 €	2.14%

TAXES (%)	2012
Taxe d'habitation	11.12
Taxe foncière bâti	16.77
Taxe foncière non bâti	61.93

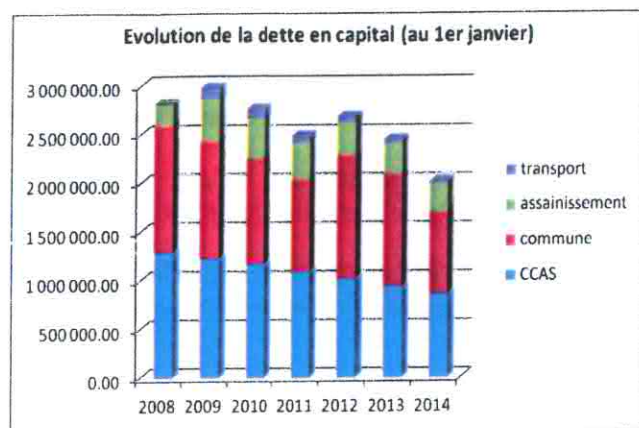


## GESTION DE LA DETTE :

Le capital de la dette dû au 1er janvier de l'année pour le budget de la commune seul, s'élève à la somme de 1 268 208.26 €. Il était de 1.302.135.79 € au démarrage du mandat. La commune investit tout en diminuant la dette, et sans augmenter les taux d'imposition.

La dette cumulée Commune+CCAS+Budgets Annexes, a diminué de 316861 € depuis le 1er janvier 2008.

Dette en capital au 1er janvier				
	CCAS	commune	Assaini.	transport
2008	1 293 306.19	1 302 135.79	212 535.51	
2009	1 225 838.36	1 206 033.09	434 627.63	118 500.00
2010	1 173 043.91	1 084 673.94	405 218.55	106 337.42
2011	1 090 863.46	950 270.43	375 914.55	74 067.83
2012	1 013 807.58	1 268 208.26	346 245.68	60 660.94
2013	935 058.05	1 156 481.09	315 354.86	46 584.94
2014	854 555.39	848 962.79	286 234.83	31 806.44



## Les indemnités des élus

Les indemnités des élus sont celles prévues par la loi pour les communes de 1000 à 3499 habitants, elles sont similaires aux indemnités en place dans les communes chefs-lieux de Canton voisins.

En 2008, Monsieur le Maire a conservé les mêmes indemnités que son prédécesseur. Les indemnités des adjoints ont été augmentées afin d'être conformes à ce que prévoit les textes. Deux élus, dont Monsieur le Maire, cotisent à hauteur de 8% de leurs indemnités pour la retraite, la commune fait de même, comme le prévoit les textes.

## La maîtrise des dépenses de fonctionnement

Charges de personnel (850 100 €): La prévision correspond à la charge de l'année 2011 comprenant les évolutions des effectifs et la prise en charge des traitements des agents assurant le remplacement des titulaires en arrêt de maladie, en temps partiel thérapeutiques ou en disponibilité ainsi que la mise en place d'un régime indemnitaire pour les employés depuis 2010.

Ce compte est à rapprocher de celui des atténuations de charges (117 000 €) qui enregistre les remboursements des organismes d'assurance et la participation de l'Etat dans le cadre du financement des Contrats d'Insertion (Contrats Unique d'Insertion que la commune a décidé de souscrire en cette période de crise pour aider les ayants droits, et qui sont financés entre 70 % et 85 % par l'Etat). Pour le service passeport une dotation de 6000 € est versée pour la réalisation des titres sécurisés qui est une nouvelle compétence de notre commune et qui engendre des dépenses de salaires. (Prochainement l'Etat envisage de transférer la compétence Carte Nationale d'identité).

Il est à noter, aussi, qu'une partie des charges de personnel sont reprises à l'investissement dans la mesure où les services techniques réalisent de plus en plus de travaux pour la commune (travaux en régie), ainsi que pour le compte du CCAS, dans le cadre de l'entretien des logements de la Résidence des Person-

nes Agées. Aussi, les services, en complétant des fiches travaux, permettent de faire basculer ces dépenses en investissement, ce qui permet ensuite à la collectivité de bénéficier du fonds de compensation de la TVA sur les achats liés à ces travaux d'investissement.

## Le soutien à la dynamique associative

Les subventions, étudiées en « commission finances » du Conseil Municipal, puis votées lors des budgets, traduisent une nouvelle fois le soutien important de la collectivité à la dynamique associative sur la commune.

## Subventions aux associations

Versées par la Commune : 36411€: (CAC, Amis de la Bastide, Chaem, La Piscine, Foyer socio éducatif du collège et Lycée...)

Versées par le CCAS : 1 940 € ( aux associations à caractère social et de solidarité entre les générations )

Quatre ans après le début du mandat, le constat est le suivant :

- Les taux des 3 taxes directes locales (taxe d'habitation, foncier bâti et non bâti) n'ont pas augmenté depuis 2008,
- le prix des loyers des logements de la RPA n'a pas été augmenté depuis 2008 (CCAS)
- Le prix des repas à la cantine n'a pas augmenté depuis 2009
- le tarif de l'assainissement a également été maintenu.
- La politique d'action sociale, d'aide à l'insertion par l'emploi est en augmentation constante.
- Et les dettes de la commune diminuent : Elles étaient au total de près de 3 Millions d'Euros au 1er janvier 2008 (2 984 999.08 €). Au 1er janvier 2012 elles sont de 2 688 922.46 € alors que la commune investit : achat du bus, achat de deux immeubles, travaux et achats de terrains.



Le tri est l'affaire de tous !

Notre Syndicat de traitement des ordures ménagères, l'USTOM, met en place la « REDEVANCE INCITATIVE », avec les municipalités de notre territoire, conformément aux engagements du Grenelle d'Environnement.

Chaque famille disposera d'un container personnel, identifié par puce électronique, et d'une caissette pour déposer le verre.



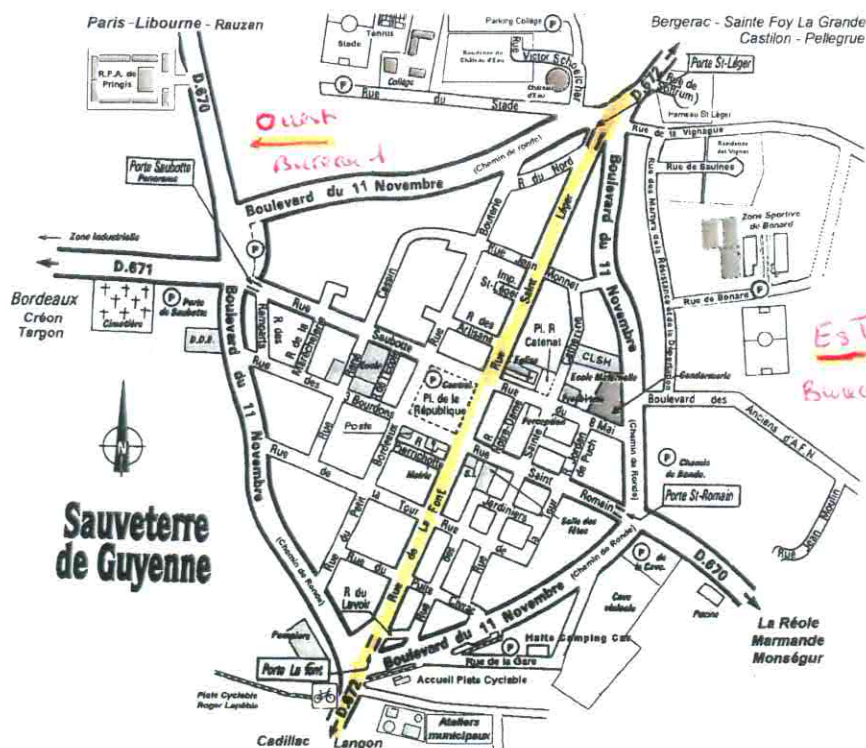
## AVIS DE DISTRIBUTION



du container personnel, identifié par puce électronique, et d'une caissette pour déposer le verre **POUR LES PARTICULIERS**

La municipalité de **SAUVETERRE-de-GUYENNE** vous informe que cette distribution aura lieu aux dates suivantes :

- Village de Saint-Léger-de-Vignague, distribution à domicile du 27 au 28 avril 2012
- Village de Le Puch, distribution à domicile du 4 au 5 mai 2012
- Village Saint-Romain-de-Vignague, distribution à domicile du 11 au 12 mai 2012



- Ville de Sauveterre de Guyenne (coté OUEST-bureau de vote n°1), distribution sous la halle couverte (ancien Hôtel de France) les 25 et 26 mai 2012
- Ville de Sauveterre de Guyenne (coté EST-bureau de vote n°2), distribution sous la halle couverte (ancien Hôtel de France) les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2012

**Les permanences pour les distributions des containers auront lieu le vendredi de 14h à 20h, et le samedi de 9h à 12h.**

**Une signature ou « signature pour ordre » (famille, voisin) vous sera demandée à la remise de votre container.**

**Personnes à contacter et numéros de téléphones :**

**Mairie de Sauveterre 05 56 71 50 43**

**Gilles BUSSAC, délégué USTOM, 06 72 32 33 29**

**Rémi BALLARIN, délégué USTOM, 07 86 12 17 89**

**Benoit PUAUD, 1<sup>er</sup> adjoint, 06 75 30 68 56**

**Henri HONEGGER, Vice-Président de la communauté des communes du Sauveterrois, membre du bureau de l'USTOM ; 06 62 61 27 31.**

Il est impératif pour chaque foyer de recevoir son conteneur ainsi que la caissette verte qui servira à la collecte du verre.

**En effet, dès le 1<sup>er</sup> juillet, début de la période-test seul ce nouveau bac devra être présenté à la collecte.** Tout autre récipient sera refusé. Le mode de facturation restera inchangé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (vous recevrez cependant des relevés informatifs de vos volumes collectés)

**Se munir d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile, du livret de famille (ou tout autre document) pour toute demande de changement de bac liée à la composition du foyer**

**IMPORTANT**

► Pour les ordures ménagères et le tri sélectif les jours et la fréquence des collectes ne changent pas.

► Le bac « pucé » peut-être utilisé immédiatement.

► La caissette jaune doit être utilisée pour le tri sélectif (ne pas utiliser un ancien bac acheté ou mis à disposition par votre commune)

► La collecte du verre en porte à porte ne se fera pas dans l'immédiat. Les modalités de sa mise en place (date de début et jours de collecte) vous seront communiquées ultérieurement. Continuez d'utiliser les bornes en apport volontaire situées dans votre commune.